



GROUPE RENAULT

119, rue du Point du Jour - 92109 BOULOGNE BILLANCOURT

☎ 01.76 84.14 33 /01 76 84.14.34

www.cgt-renault.com - e.mail usines@cgt-renault.com

Boulogne Billancourt,
Le 19 novembre 2018

Communiqué de presse de la coordination des syndicats CGT Renault

Après le détournement d'argent public français au profit des actionnaires, Carlos Ghosn escroque le fisc Nippon et la trésorerie de Nissan !

Par un communiqué de Nissan, nous apprenons que « *pendant de nombreuses années, M. Carlos Ghosn s'est livré à une fraude envers le fisc Nippon en déclarant des revenus inférieurs au montant réel et à des malversations avec la société Nissan en utilisant l'argent de l'entreprise à des fins personnelles...* ». M. Ghosn devrait être démis de ses fonctions de président du Conseil d'Administration de Nissan ce jeudi.

Malgré l'indécence de ses salaires pour plus de 15 millions d'euros avec Renault-Nissan, Carlos Ghosn n'en aurait pas encore assez. Il tricherait avec le fisc Nippon pour réduire l'impôt qu'il doit à la société, l'argent public dédié aux besoins des populations ! Si fraudes et malversations ont réellement eu lieu au Japon, on est en droit de se demander si pareille escroquerie n'a pas cours avec le fisc français et au sein de Renault comme dans les autres entreprises dans lesquelles Carlos Ghosn est PDG. Si l'exonération, l'allègement des impôts et cotisations sociales des entreprises est le sport favori des dirigeants d'entreprises pour le bien des actionnaires (qu'ils sont eux même), cela ne leur suffit pas. Ils entendent aussi s'exonérer de leur devoir de citoyen à l'encontre de l'intérêt commun des populations, en payant a minima, voire pas du tout l'impôt dont ils sont redevables !

Par ailleurs et depuis de nombreuses années, Renault bénéficie de plusieurs centaines de millions d'argent public sous forme d'exonérations, d'allègements de cotisations sociales, du CICE, du CIR... Or depuis 2004, depuis que Carlos GHOSN est PDG, la production française des véhicules particuliers de Renault a chuté de 34% (53% de la production européenne (incluant la Turquie) était fabriqués en France en 2004 pour seulement 19% à fin 2017). A laquelle il faudrait ajouter l'externalisation grandissante de l'ingénierie française vers les pays dit *low-cost*. Autrement dit, des millions de l'argent des contribuables français détournés pour financer les délocalisations. Ne sommes-nous pas là aussi confrontés à de l'extorsion de l'argent public au détriment de l'économie nationale, de notre industrie ? Et dans ce domaine, la responsabilité de Carlos Ghosn est clairement établie.

Un PDG ne peut pas être au-dessus des lois et il est normal qu'il soit poursuivi et condamné, le cas échéant. En tous cas, les salariés de Renault-Nissan n'ont pas à payer l'escroquerie de leur PDG. La légitimité de Carlos Ghosn est largement entachée.

L'organe de direction de Renault doit être profondément réformé, pour une autre stratégie que celle menée par Carlos Ghosn, au profit d'une réelle stratégie industrielle, soucieuse du développement de l'entreprise, de ses emplois et des conditions sociales qui doivent prévaloir sur l'intérêt des actionnaires.

La revalorisation des salaires, l'embauche des intérimaires et des prestataires sont une nécessité pour renforcer la capacité de Renault à relever les défis auxquels l'automobile est actuellement confrontée !